

Table des matières

- 1 Grand Paris Express : les élus de Seine-Saint-Denis demandent un nouveau calendrier à Emmanuel Macron**Erreur ! Signet non défini.**
- 2 Et si Autolib' s'arrêtait ?.....**Erreur ! Signet non défini.**
- 3 Le Medef cherche son nouveau patron**Erreur ! Signet non défini.**
- 4 Réforme des retraites : ce qu'en disent les candidats à la présidence du Medef**Erreur ! Signet non défini.**
- 5 Inflation: le piège du pouvoir d'achat, saison 2**Erreur ! Signet non défini.**
- 6 Pourquoi l'inflation se retrouve au plus haut depuis six ans....**Erreur ! Signet non défini.**
- 7 Gaz, transports, assurance... Ce qui change au 1er juin**Erreur ! Signet non défini.**
- 8 Le coût de la grève à la SNCF réévalué à 400 millions d'euros**Erreur ! Signet non défini.**
- 9 Environnement : l'exécutif joue la carte de l'hydrogène**Erreur ! Signet non défini.**
- 10 WeWork convertit la France au coworking**Erreur ! Signet non défini.**
- 11 Immobilier : les prix dépassent leur niveau record de 2017**Erreur ! Signet non défini.**
- 12 Fusions de branches professionnelles : le nouveau scénario du gouvernement**Erreur ! Signet non défini.**
- 13 Retraite: une dose de capitalisation pour les hauts revenus...**Erreur ! Signet non défini.**
- 14 Loi littoral : à l'Assemblée, la majorité se défend de vouloir « bétonner »**Erreur ! Signet non défini.**
- 15 Wauquiez cherche toujours ses ministres fantômes.....**Erreur ! Signet non défini.**
- 16 Le Pen propose à Dupont-Aignan de faire «liste commune» pour les européennes**Erreur ! Signet non défini.**
- 17 Washington déclare la «guerre de l'acier» à ses alliés: le nouveau camouflet de Trump à Macron.....**Erreur ! Signet non défini.**
- 18 Italie : naissance du premier gouvernement anti-système**Erreur ! Signet non défini.**

Bonne lecture et bonne semaine.

Jack CHOPIN-FERRIER

+336 60 83 94 78

::: ILE-DE-FRANCE

1 CENTRE INFFO – 01/06/2018

En Île-de-France LA FÊTE DE L'ALTERNANCE SOUS LE SIGNE DE LA RÉFORME DE L'APPRENTISSAGE

La ministre du Travail Muriel Pénicaud est venue inaugurer, le 17 mai, la 8^e édition de la Fête de l'alternance organisée par le Medef Île-de-France au Parc floral de Paris. "Nous sommes à un moment clé de mobilisation de tous les acteurs pour développer l'apprentissage", a-t-elle souligné. Entourés des représentants de la Chambre de commerce et d'industrie d'Île-de-France et du Medef, la ministre du Travail a visité le salon où pas moins de 15 000 offres de

contrats de professionnalisation et d'apprentissage étaient proposées par une quarantaine d'entreprises et 80 écoles. Les centres de formation des apprentis s'y interrogeaient sur le rôle renforcé des branches professionnelles, notamment dans l'élaboration du coût du contrat. Une question qui rejoignait celle de la restructuration des branches, dont va dépendre en partie le paysage des futurs opérateurs de compétences. Autre point à traiter, celui des parcours d'apprentissages

LE PARISIEN – 04/06/2018

2 Le futur tramway entre Paris et Orly fait tousser des élus



Le futur T9 devrait prendre le relais des bus de la ligne 183, la plupart du temps surchargés entre Paris 13^e et Orly.

La mise en concurrence pour l'exploitation du T9 sème le doute parmi les communistes qui brandissent le spectre d'une privatisation.

Ce sont tout juste quelques mots dans l'[appel d'offres](#) pour l'exploitation de la prochaine ligne du tramway T9 et des lignes de bus du réseau Bord de l'Eau. Mais ils pourraient bien semer l'émoi.

Ce futur tramway T9 doit remplacer en 2020, les bus 183 entre la porte de Choisy (Paris) et à Orly (Val-de-Marne) via la départementale D5 qui passe par Ivry, Vitry, Thiais et Choisy-le-Roi afin d'augmenter la capacité de cette ligne surchargée. Et calendrier oblige, il sera le premier à faire l'objet d'une mise en concurrence.

Or, pour postuler, Ile-de-France Mobilités, l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France, exige que « le délégataire (*de service public, ndlr*) s'engage à créer une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution du contrat ».

S'ils veulent déposer un dossier, la RATP, la SNCF, Keolis et tous ceux qui le souhaiteront, devront donc créer une nouvelle entreprise, dont l'objet sera uniquement l'exploitation de la ligne. Avec des agents dédiés.

Une exigence qui scandalise les élus communistes franciliens. Dans un courrier envoyé à Valérie Pécresse (LR), présidente d'Ile-de-France Mobilités, ils déplorent « un précédent très lourd. La région va plus loin que la mise en concurrence imposée à la SNCF par le gouvernement. Alors qu'IDFM n'avait aucune obligation d'exiger une société dédiée».

Le risque de « désorganiser les transports en Ile-de-France »

Pour eux, l'objectif détourné est de « privatiser le secteur et supprimer les entreprises publiques », comme l'explique Jacques Baudrier, élu PCF : « C'est une façon de démanteler la RATP, en l'obligeant à répondre à chaque fois avec une société différente ». Au risque selon lui, de « désorganiser les transports en Ile-de-France ».

« Pour le T9, il n'y avait aucune obligation de mise en concurrence », ajoute-t-on à la CGT RATP, « il s'agit d'un changement de mode de transports et non de la création d'une nouvelle ligne ». Pour le syndicat, c'est donc un « choix politique d'imposer la filialisation. Car on connaît le principe de la filiale : les employés ne seront pas embauchés avec les mêmes conditions de travail. Leurs cadences seront plus élevées pour un salaire équivalent ou inférieur», déplore Fabien Cormier, de la CGT RATP Bus, qui ajoute « Les conditions de travail sont une garantie de la sécurité des usagers ».

Ile-de-France Mobilités assure de son côté que ce n'est qu'une « question de comptabilité et de traçabilité d'argent public. Si elle le souhaite, la RATP peut très bien répondre avec ses agents, par exemple, en les mettant à disposition de la société fille. Dans ce cas, le personnel bénéficie toujours du statut de celui de la société mère ».

«Une société détenue à 100% par la RATP reste une entreprise publique »

IDFM ajoute que « La constitution d'une société dédiée est une exigence classique en délégation de service public. On la retrouve dans la quasi-totalité des DSP des réseaux de transport de province (ex : Caen, Lille, Bordeaux, Agen) », assure-t-on.

La RATP ne semble d'ailleurs pas s'en inquiéter. Elle rappelle « qu'une société détenue à 100% par la RATP reste une entreprise publique » et se dit « confiant dans sa capacité à remporter cet appel d'offres (...) compte tenu de ses bons résultats dans l'exploitation du mode tramway en Ile-de-France, et de la connaissance du terrain développée par les équipes RATP en charge de l'exploitation de l'actuelle ligne de bus 183 ».

Il y a presque un an, [la SNCF avait choisi d'exploiter la ligne T11](#) par une filiale ad hoc, l'entreprise Transkeo. Un choix qui lui permettait une économie de 30%. [Les salariés avaient manifesté](#) à peine un mois après sa mise en service, dénonçant des « cadences infernales ».

Jila Varoquier

LES ECHOS – 04/06/2018

3 Anne Hidalgo : « Le modèle Autolib est sérieusement questionné »



EXCLUSIF - La maire de Paris discute avec d'autres constructeurs d'alternatives rentables capables de remplacer rapidement le service de Bolloré.

Anne Hidalgo s'apprête à faire voter ce lundi en Conseil municipal le pacte financier que Macron a demandé aux grandes collectivités. Elle assure bien travailler avec le gouvernement, au dam de sa majorité de gauche. Sur [le dossier Autolib](#), elle révèle être activement à la recherche d'un plan alternatif à Bolloré.

A l'automne, vous étiez sceptique sur la démarche de contractualisation financière avec l'Etat. Pourquoi avoir accepté de signer ?

Il est normal que les collectivités prennent leur part au redressement du pays, à condition qu'on respecte leur autonomie. Les discussions que j'ai eues avec le Premier ministre et le ministre des Comptes publics se sont bien déroulées. Nous avons évité une négociation ligne à ligne du budget de la Ville. Il n'y a pas de mise sous tutelle, ni aucune contrainte qui m'empêcherait de réaliser les engagements de mon mandat. La maîtrise des dépenses de fonctionnement et de l'endettement sont des objectifs que je m'étais déjà fixés avec mon équipe.

Les dépenses de fonctionnement de la capitale, hors péréquation, n'ont progressé que de 0,8 % en 2015, que de 0,1 % en 2016 et que de 0,7 % en 2017. L'Etat a fixé un objectif national de +1,2 %. On s'est mis d'accord à Paris sur un plafond de +1,14 %. Nous sommes aussi sous la norme des 12 ans de capacité de désendettement : elle est aujourd'hui de 9 ans. Paris est bon élève.

Quel est l'intérêt de cette démarche alors ?

Ca a été un bon exercice pédagogique dans les deux sens. Nous avons pu démontrer la pertinence de nos projets. Nous investissons pour l'avenir, nous renforçons les services publics de proximité, cela sans augmenter les taux d'impôts locaux, qui sont les plus bas des grandes villes de France. Et nous n'avons pas fait des mauvais choix, qui nous mettraient au ban de la compétitivité économique. Au contraire, l'attractivité de Paris ne s'est jamais aussi bien portée ! De l'autre côté, sur les grands équilibres, il est normal que l'Etat souhaite des engagements, notamment en termes d'endettement.

L'opposition estime que la hausse du besoin de financement de la ville est incompatible avec la contractualisation. Elle note aussi un retard de votre programme d'investissement. Pouvez-vous terminer votre programme dans ce contexte ?

Bien sûr. Il s'agit d'un programme pluriannuel, avec des réajustements chaque année qui tiennent compte de la réalité. Certains programmes sont parfois retardés à cause de [recours](#), d'ailleurs souvent à l'initiative de l'opposition. Cela a été le cas pendant dix ans des logements sociaux à la porte d'Auteuil ! Mais on va réaliser une très grande partie de nos projets d'ici à 2020. Sur les crèches, on sera même au-delà des 5.000 places prévues.

Vos alliés communistes et écologistes vous jugent trop conciliante avec le gouvernement...

Certains disent que je suis trop dans l'opposition, d'autres que je suis trop conciliante... C'est le jeu politique. Moi, la seule chose qui me guide, c'est d'obtenir le meilleur pour les Parisiens, tout en conservant un rapport de coopération normal avec l'Etat. Je soutiens ce qui est dans l'intérêt de Paris, je m'oppose à ce qui ne l'est pas. C'est une démarche très rationnelle.

La capitalisation des loyers de vos bailleurs sociaux, que l'opposition municipale vous reproche, a été intégrée dans votre trajectoire budgétaire. Avez-vous eu des garanties du gouvernement sur ce point ?

Oui, nous avons eu des discussions constructives avec Gérard Darmanin. Nous continuons à mettre progressivement fin à l'existence d'un parc de logement privé de la Ville qui n'avait ni sens ni justification, et à le transformer en parc social. La capitalisation des loyers qui en résulte, ce sont des recettes de fonctionnement.

Sur quels autres sujets discutez-vous avec le gouvernement ?

Nous travaillons avec Jacques Mézard et Julien Denormandie sur des outils pour maintenir les classes moyennes à Paris. Dans le cadre de la loi Elan, nous préparons un dispositif pour préserver l'encadrement des loyers dans le parc privé. Nous souhaitons par ailleurs mieux réguler les locations de meublés touristiques, par exemple en réduisant la durée plafond de 120 jours de location par an. Je crois aussi qu'ils ont compris que notre opposition sur la vente de logements sociaux n'est pas idéologique mais pragmatique. Le logement social protège 450.000 Parisiens de la cherté des loyers, dont beaucoup de familles à faibles revenus et de classes moyennes.

Le groupe Bolloré demande 46 millions d'euros par an pour Autolib. L'arrêt du service est-il une option ?

Que les villes subventionnent une offre de transports publics, c'est understandable. Mais la somme demandée par l'entreprise est extravagante. Il est hors de question que les communes, et donc les contribuables, la prennent à leur charge. Au-delà du coût, je veux poser la question du modèle. Autolib'a été inventé il y a dix ans pour imaginer de nouvelles formes de mobilité. Il a ouvert la voie à un nouvel usage de la voiture et prouvé que le véhicule électrique fonctionne. Ce dispositif devait être rentable. Force est de constater qu'il ne l'est pas.

Sûrement a-t-il été percuté par d'autres évolutions technologiques et de la mobilité : les VTC, les scooters en libre-service, les vélos à assistance électrique... Le fait est qu'aujourd'hui, il est sérieusement questionné.

Qu'allez-vous faire concrètement ?

Nous allons regarder ce qui se fait ailleurs. Il existe désormais des systèmes d'autopartage en free floating, comme le fait par exemple Renault. Beaucoup de constructeurs automobiles veulent innover à Paris et nous demandent de les accueillir et de les accompagner. Il faut donc se projeter dans un nouveau modèle, qui réponde aux usages des habitants et qui doit être performant sur le plan économique. Doit-il être basé sur une subvention publique ? J'en doute. Je préférerais que les industriels tentés par ce type de système en assurent la gestion et la rentabilité.

Vous êtes déjà en discussion ?

Oui, il y a des discussions avec différents constructeurs. Une autre option peut être de dire que l'on tient à un service public avec une part de financement public permettant l'utilisation de ces véhicules à un coût qui ne soit pas exorbitant. Mais les villes qui accueillent aujourd'hui Autolib'sont-elles prêtes à y contribuer et dans quelle mesure ? Nous devons en discuter tous ensemble à l'échelle métropolitaine. Je souhaite d'ailleurs associer les élus parisiens, de la majorité et de l'opposition, à ce travail.

S'agit-il de mettre en oeuvre ce système après 2023, date de la fin du contrat avec Bolloré, ou plus vite ?

Bien plus vite. Des constructeurs ont des propositions opérationnelles, il n'y a aucune raison d'attendre.

Comment expliquez-vous la dureté des négociations avec le groupe ?

Nous avons toujours bien travaillé avec Vincent Bolloré. Il n'y a pas de conflictualité. C'est peut-être lié à une réorientation du groupe, coté en Bourse et qui a ses exigences propres.

Quel bilan faites-vous des débuts du quinquennat Macron ? La France va-t-elle mieux qu'il y a un an ?

Je n'ai pas de bilan à faire de son action. Ce que je sais, c'est que sur l'attractivité et l'accompagnement des entreprises parisiennes, nous travaillons avec ce gouvernement dans la continuité de ce que nous

faisons avec le précédent. Cela va dans le bon sens. Paris va bien. C'est une ville qui sur le plan économique rayonne dans le monde entier.

Que vous inspire la multitude des prétendants LREM à la mairie de Paris ?

Absolument rien.

En Marche avait fait une razzia aux dernières législatives. La sociologie des Parisiens a-t-elle changé ?

Vous verrez bien aux prochaines élections.

Vous avez séché l'investiture d'Olivier Faure à la tête du PS. Pour tenter de vous extraire des difficultés de votre parti ?

Moi, mon sujet, c'est Paris, pas le parti. J'ai failli quitter le PS ; je ne l'ai pas fait parce que j'ai encore un attachement. Je suis une sociale-démocrate, écolo convaincue et européenne. J'observe d'ailleurs avec intérêt ce qu'il vient de se passer en Espagne, avec l'élection de mon ami Pedro Sanchez. Mais là où je me sens bien, là où j'ai envie d'exercer mon goût pour la politique, c'est Paris.

Pierre-Alain Furbury et Matthieu Quiret

::: MEDEF

LE FIGARO – 02/06/2018

4 Medef : les deux favoris, Roux de Bézieux et Saubot, reçoivent des soutiens stratégiques



EXCLUSIF - Le premier bénéficie du désistement de Dominique Carlac'h et le second formera un duo avec Christophe Catoir.

À un mois tout juste de l'assemblée générale qui désignera [le président du Medef](#) pour les cinq prochaines années, la course à la succession de [Pierre Gattaz](#) s'accélère. Depuis une semaine, [les deux favoris](#) multiplient les soutiens afin de marquer des points et les esprits. «La dynamique, elle est pour moi», clament-ils d'ailleurs en chœur... Ainsi Alexandre Saubot, patron du [groupe Haulotte](#) et ex-vice-président délégué du Medef en charge du social, a-t-il frappé un grand coup en recevant l'appui des puissantes fédérations de la métallurgie (34 voix), des banques (30 voix) ou des travaux publics (14 voix).

Quant à [Geoffroy Roux de Bézieux](#), numéro deux aussi de l'organisation patronale en charge de l'économie et président du groupe Notus Technologies, il a décroché les voix des assureurs (33 sièges) et des services à la personne (1 siège) et le soutien d'une centaine de patrons de la French tech, parmi lesquels des anciens présidents, comme lui, de l'association [CroissancePlus](#) ou des responsables de [France Digitale](#). Les deux candidats attendent encore l'appui d'autres fédérations importantes, comme l'intérim pour Saubot (12 voix) ou le bâtiment et le Syntec pour Roux de Bézieux (26 voix).

Une étape de plus est franchie en cette fin de semaine des deux côtés avec le ralliement, sans surprise, de [Dominique Carlac'h](#), la révélation de la campagne, pour Geoffroy Roux de Bézieux qui reçoit par ailleurs le soutien de... 25 présidents de Medef territoriaux et régionaux pesant 41 voix. «Le Medef a besoin d'un président charismatique qui incarne notre époque: c'est-à-dire la création de valeur, l'agilité entrepreneuriale et l'économie 4.0», confirme au *Figaro* Dominique Carlac'h.

«Faire face à Emmanuel Macron»

Si la seule femme de la compétition assure n'avoir négocié aucun poste avec le candidat, elle se verrait bien devenir sa porte-parole pour la fin de la campagne puis, en cas de victoire, pour le Medef. «Geoffroy est un vrai entrepreneur et a tout ce qu'il faut de séduction pour pouvoir faire face à Emmanuel Macron, précise l'ancienne athlète qui était également courtisée par l'autre camp. Il n'a pas aussi une vision à l'ancienne du social et porte beaucoup d'attention aux questions essentielles d'actionnariat salarié ou de responsabilité sociale des entreprises.»



Christophe Catoir, soutien d'Alexandre Saubot

Alexandre Saubot n'est pas en reste puisque l'industriel a convaincu [Christophe Catoir](#), le très apprécié président France de The Adecco Group, de devenir son numéro deux en cas de victoire. «Je connais le chef d'entreprise depuis dix ans et ai travaillé avec lui pendant trois ans au Medef, justifie au *Figaro* le patron du groupe d'intérim issu, belle prise de guerre, du secteur des services. Alexandre est un homme de qualité qui a la capacité de rassembler et de stopper l'opposition stérile aujourd'hui entre industrie et services.»

En cas de victoire, Christophe Catoir aura en charge les questions liées à l'impact du numérique et les recrutements de main-d'œuvre, deux dossiers sensibles qu'il maîtrise parfaitement, et assure qu'il gardera sa liberté de parole. «On copilotera ensemble le paquebot Medef pour le rendre plus agile et moderne, avec une dimension moins politique, tout en restant aux commandes de nos entreprises», précise encore le dirigeant d'Adecco, qui s'investira officiellement dans la campagne à son retour d'un séminaire de groupe qui se tient toute la semaine en Inde.

[Marc Landré](#)

LE FIGARO – 02/06/2018

5 Élections au Medef: Patrick Martin promet de faire plus de place à la

jeune génération



Candidat à la présidence de l'organisation patronale, le président de Martin Belaysoud Expansion se voit comme le troisième homme de la campagne.

Comme tous les candidats à la présidence du Medef, Patrick Martin enchaîne les rencontres [depuis qu'il s'est lancé début décembre](#) dans la course à la succession de Pierre Gattaz. Non sans succès puisque le patron du Medef Auvergne Rhône-Alpes [a fait alliance avec deux autres prétendants](#) (Fabrice Le Saché et Pierre Brajeux) pour monter un ticket à trois, mais le candidat se voit comme le troisième homme de cette campagne capable de créer la surprise et de mettre tout le monde, dont les deux favoris, d'accord.

Le président et actionnaire majoritaire de Martin Belaysoud Expansion, PME industrielle fondée en 1829 qui réalisera 700 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année et emploie 2600 salariés, tente bien entendu de convaincre, au gré de ses déplacements, chacun des 561 membres [qui élira le 3 juillet le futur patron des patrons](#). Mais ce père de trois enfants va aussi au-devant de jeunes entrepreneurs non adhérents... pour les inciter à rejoindre le mouvement. Comme ce mercredi 30 mai où il est allé à la rencontre de 9 startuppeurs - dont 2 femmes - au sein de Station F, dans le XIII^e arrondissement de Paris. Récit.

«Le rôle institutionnel du Medef est la partie émergée de son activité mais sa vraie vie se situe dans les territoires avec une dimension business et réseau très forte que l'on doit développer pour faire venir à nous des potentiels comme les vôtres», explique-t-il aux jeunes patrons qui lui font face avant de parler culture du risque et cession d'entreprise, en n'oubliant pas de se référer à sa propre expérience de «patron d'une start-up de 200 ans», selon une expression qui fait rire tout le monde. «Voilà ce que je pouvais dire de stupide en introduction et j'ai maintenant besoin de savoir ce que vous pensez du Medef. Lâchez-vous, je peux tout entendre», ouvre-t-il le débat. Il ne va pas être déçu...

Trop centré sur le paritarisme et le social, absent des débats sur le financement des entreprises, pas assez tourné sur les questions d'avenir comme l'intelligence artificielle ou la révolution numérique, idéologue et politique, intéressé que par les médias... la douche que prend Patrick Martin est glacée. «Aujourd'hui, le Medef ne colle pas aux besoins quotidiens des entreprises», assène un entrepreneur dans les Legal tech. «On n'entend pas le Medef sur le futur du travail ou le revenu universel qui sont des questions essentielles», abonde Julie Rouzaud, qui accompagne elle-même des start-up. Patrick Martin encaisse sans broncher, attend son heure.

Besoins inconciliables

«J'aimerais que le Medef s'occupe aussi des problèmes concrets des entrepreneurs [et notamment des femmes entrepreneures qui sont de plus en plus nombreuses](#) et qui, comme les autres, veulent fonder une famille: quid dans ce cas du congé maternité?», l'interpelle encore Paola Fabiani, PDG trentenaire de Wisecom, centre de relation client basé dans Paris. «Les entreprises ont un problème de recrutement: on ne trouve pas les compétences pour développer nos activités, on perd des contrats et c'est le rôle politique du Medef que de créer les filières de demain», enchérit Lionel Chouraqui, CEO et cofondateur de Pitchy. «Les gens du Medef, on les voit comme des soldats qui appliquent les ordres qui tombent d'en haut mais pas comme des moines soldats qui portent une vision», conclut Charles Liebert, consultant et business angel à ses heures perdues.

À tous, Patrick Martin va répondre en abondant dans le sens de... chacun. Oui, le Medef fait «trop de com' institutionnelle pour se justifier et pas assez pour se vendre», plaide-t-il. Oui, le Medef fait trop de lobbying «mais c'est une fonction essentielle pour la défense des entreprises». Oui, le Medef est «freiné par ses schémas et ses baronnies» et doit apporter un «retour sur investissement aux entrepreneurs qui adhèrent et recherchent un réseau, des réponses et du business». Oui, le Medef doit travailler plus sur [la «question de la transformation des entreprises» pour répondre aux besoins de ses membres](#), dont il veut doubler le nombre s'il succède dans un mois à Pierre Gattaz. Et ainsi de suite...

«Je suis en campagne, je fais de la politique et je ne vais pas vous dire, comme les autres candidats, ce que vous n'avez pas envie d'entendre, reconnaît Patrick Martin, à qui un entrepreneur faisait à juste titre remarquer que les besoins des adhérents étaient tellement différents que, lui président, il lui serait impossible de tous les réaliser. Mais le Medef, c'est une association, pas de malfaiteurs, c'est une maison commune qui ressemble parfois à une auberge espagnole. Beaucoup le critiquent mais ils ne font rien.»

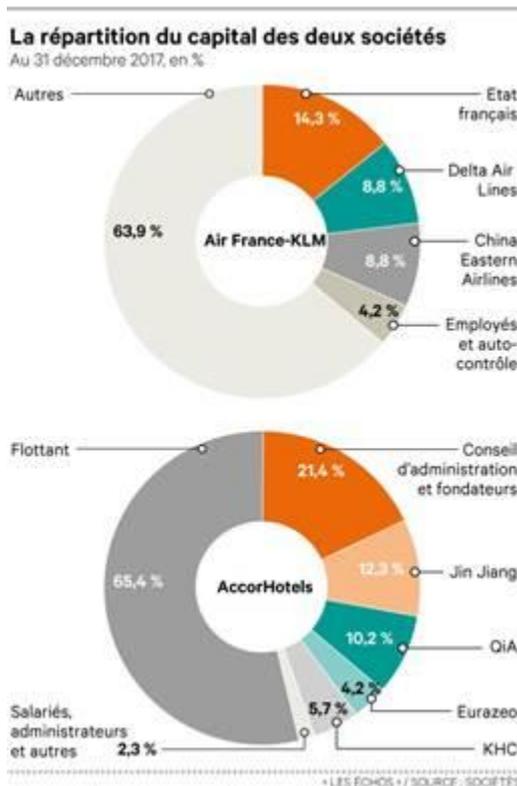
Et le candidat, sûr de son effet et de sa bonne étoile, de lancer son «appel au peuple: si vous voulez que le Medef change, impliquez-vous, rejoignez-nous!». Lui président, promis, ne sera pas dans une logique hégémonique. «Le président n'est pas chez lui au Medef, il est juste de passage cinq ans avenue Bosquet», assène-t-il, promettant, s'il est élu, de rester «modeste et collaboratif» pour ne pas dire... normal.

[Marc Landré](#)

::: ENTREPRISES

LES ECHOS – 04/06/2018

6 Air France-KLM : AccorHotels convoite la participation de l'Etat



EXCLUSIF - Le groupe hôtelier aurait proposé d'acheter les 14,3 % détenus par l'Etat. Les discussions qui viennent de s'engager explorent trois scénarios.

Et si Air France-KLM volait de ses propres ailes ? Officiellement, le sujet n'est pas d'actualité. L'[Etat-actionnaire](#) et les autres membres du conseil de la compagnie affirment n'avoir qu'une chose en tête : trouver un nouveau [PDG](#) pour reprendre les commandes du groupe franco néerlandais après le départ précipité de Jean-Marc Janaillac.

Une « chasse » a d'ailleurs été lancée au lendemain de l'[assemblée générale](#) du 15 mai pour trouver l'oiseau rare avec pour objectif de sortir dès que possible de la crise de gouvernance déclenchée par [le référendum salarial perdu à la surprise générale par l'ancien PDG début mai](#) .

Un coup de tonnerre

Mais en coulisse, un scénario beaucoup plus ambitieux est à l'étude. Afin de régler le « cas Air France » une fois pour toutes, l'Etat envisagerait de se défaire de tout ou partie de ses 14,3 % au capital du groupe franco néerlandais. Selon nos informations, il en étudierait en tout cas sérieusement la possibilité, depuis que les dirigeants d'AccorHotels ont manifesté leur intérêt pour sa participation.

Ce processus alternatif ne fait que débuter, et côté Etat-actionnaire, on ne se serait pas encore fait une religion sur le sujet. Certains refusent en effet de s'engager dans cette voie sans l'accord du conseil d'Air France-KLM. Mais des discussions ont bel et bien été entamées pour définir la forme que pourrait prendre une opération. Dimanche soir, AccorHotels a d'ailleurs confirmé l'existence de « réflexions » sur une éventuelle « prise de participation minoritaire », tout en soulignant qu'il n'y avait « aucune certitude » sur le fait que cela débouche sur un accord.

Il faut dire que le dossier est extrêmement sensible. Depuis la naissance d'Air France, la puissance publique a toujours été l'actionnaire dominant de la compagnie nationale. Rien n'est encore fait, mais si les négociations en cours devaient aboutir, ce serait donc un véritable coup de tonnerre. Pour Air France-KLM, bien sûr.

Privé du parapluie public sous lequel s'abrite un certain nombre de ses salariés pour résister à toute réforme d'envergure, l'entreprise n'aurait plus d'autre choix que de s'adapter pour de bon à un environnement devenu hyperconcurrentiel. A l'échelle du pays, ensuite. [Dans la foulée de la réforme ferroviaire](#) , cela confirmerait la volonté du gouvernement de montrer que ce n'est plus au contribuable de financer éternellement les déficits d'entreprises certes emblématiques mais insuffisamment compétitives.

Créer un champion français du voyage

Selon nos informations, trois options seraient aujourd'hui sur la table. La première consisterait en un rachat par Accor de la totalité des titres détenus de l'Etat. Elle présente l'avantage de couper le cordon ombilical dont l'existence rend si ambigu le statut de la compagnie. Mais le coût politique de ce qui pourrait être interprété comme le lâchage d'un fleuron en difficulté serait sans doute élevé.

La deuxième option, celle d'une cession partielle, réglerait ce point. Mais à l'inverse, elle maintiendrait le lien entre l'Etat et l'entreprise... C'est pourquoi une troisième option tiendrait actuellement la corde. Il s'agit d'un « swap » dans lequel l'Etat recevrait des actions AccorHotels en échange de ses titres Air France-KLM. Aux cours actuels, il récupérerait un peu plus de 3 % du capital du groupe dirigé par Sébastien Bazin.

Sur le papier, cette troisième solution présente plusieurs avantages. Pour l'Etat-actionnaire, d'abord. Puisqu'il pourrait espérer retrouver une partie de sa mise, alors que [la capitalisation boursière du transporteur aérien a fondu de moitié depuis le début de l'année](#) . Pour les deux parties, ensuite. Puisqu'en restant actionnaire du nouvel ensemble, l'Etat ferait coup double. Il garderait un droit de regard sur l'avenir d'Air France-KLM, tout en sécurisant le tour de table d'AccorHotels, un champion français. De quoi revêtir l'opération des habits du patriotisme économique.

Quant au management d'Accor, il y trouverait un soutien actionnarial bienvenu, alors que le capital du groupe est loin d'être verrouillé, et qu'il doit faire face aux ambitions de son premier actionnaire, le Chinois Jin Jiang, par ailleurs l'un de ses grands concurrents.

Un intérêt stratégique pour AccorHotels

Mais pour le groupe hôtelier, l'intérêt de ce rapprochement est aussi et peut-être surtout industriel. [Engagé dans une profonde transformation depuis quelques années](#) à l'initiative de son PDG Sébastien Bazin, le champion français ne cesse d'élargir son offre aux voyageurs. Dans ce cadre, une alliance capitalistique avec le transporteur aérien permettrait de compléter le dispositif. D'autant que [les deux groupes se connaissent bien](#). Lors de l'[introduction en Bourse](#) d'Air France en 1999, l'idée d'une entrée au capital d'Accor avait déjà été évoquée. Depuis, les deux opérateurs ont pris l'habitude de développer des partenariats commerciaux.

Mais à l'heure de la révolution digitale, cette prise de participation permettrait d'aller beaucoup plus loin dans l'échange de données, la connaissance des clients et l'enrichissement de l'offre des deux partenaires. De quoi concurrencer les Booking et autres Expedia en proposant par exemple des offres avions plus hôtels. Et de prétendre au titre de champion européen du voyage.

Avant d'en arriver là, de nombreux obstacles restent toutefois à franchir : politique, juridique, financier ou encore de gouvernance. Il faudra aussi convaincre le management de la compagnie aérienne, ce qui serait loin d'être acquis, selon certains. Pendant ce temps [Air France-KLM est en pilotage automatique...](#)

François Vidal

LE MONDE – 02/06/2018

7 Les touristes étrangers reviennent en force en France



Après les deux années noires qui ont suivi les attentats de 2015, la saison estivale se présente bien.

La météo est revenue au beau fixe : la saison estivale se présente bien pour les professionnels du tourisme. Tous les indicateurs se sont mis au vert, ces derniers mois, et les opérateurs peuvent de nouveau peindre l'avenir en rose.

Le sourire de la direction du groupe Pierre et Vacances, à l'occasion de la présentation de ses résultats semestriels, mercredi 30 mai, est la preuve de ce regain. « *L'été s'annonce bien* », a déclaré Martine Balouka, directrice générale du tourisme de Pierre et Vacances. « *Nos taux de remplissage sont bons. Le début du mois de juillet est très rempli* », déclare celle qui a redressé les comptes du groupe français. « *L'effet des attentats de 2015 n'existe plus* », se félicite-t-elle. Ce retour en forme a déjà des conséquences économiques positives. « *Nous sommes revenus au niveau de 2015 en termes de chiffre d'affaires* » (aux résultats d'avant les attentats), signale M^{me} Balouka.

Si Pierre et Vacances donne le ton, pour l'hôtellerie, de l'été qui approche, il n'est pas le seul à profiter de ce retour de flamme. Tous les acteurs du secteur le confirment : les touristes étrangers sont de retour. En masse ! De quoi rendre le sourire aux palaces et aux établissements cinq étoiles parisiens. Alors qu'il y a quelques mois certaines des plus grandes enseignes de luxe de la capitale devaient fermer des étages entiers faute de clients, elles ne savent, aujourd'hui, plus où donner de la tête.

« *Les Japonais sont revenus* », se réjouit Christophe Laure, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) Prestige, le syndicat des palaces. Il note « *une croissance de 40 % par rapport aux chiffres d'avant les attentats* ». Et, comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule, outre les voyageurs nippons, les touristes chinois sont aussi plus nombreux à visiter Paris et la France. Au premier semestre, le taux d'occupation des établissements de luxe a bondi de plus de 5 points, en France, indique M. Laure. Selon lui, ce nouvel engouement pour l'Hexagone a une explication : « *On n'entend plus parler d'état d'urgence, qui était assez anxiogène.* » Notamment pour les touristes américains et japonais.

« **La reprise est importante** »

Portés par cet afflux supplémentaire de clients, les palaces ont pu maintenir leur prix moyen par chambre. Il est resté stable, à 1 180 euros la nuit, malgré l'augmentation de l'offre de chambres. Lors des premiers mois de 2018, le revenu par chambre, le véritable indicateur de la bonne santé des établissements hôteliers, a grimpé en moyenne de 6 % pour les hôtels haut de gamme. Au cours de cette période, les palaces ont fait encore mieux, avec une croissance de leur revenu par chambre de 12 % à 13 % en moyenne, souligne le président de l'UMIH Prestige. Selon lui, « *la reprise est importante* ». Toutefois, M. Laure signale que l'hôtellerie de luxe « *n'a toujours pas rattrapé son retard par rapport aux années 2013-2014. Celles qui ont précédé les attentats* » de 2015. Il faut dire que les deux années qui ont suivi ont été terribles pour les palaces et les cinq-étoiles, avec un revenu par chambre en chute libre de 18 %.

Prudent, mais confiant, le président de l'UMIH Prestige concède que l'été des palaces ne « *se présente pas trop mal* ». Selon les premiers retours des grandes enseignes, « *la tendance pour les hôtels parisiens est plutôt rassurante et encourageante* ». Le taux d'occupation devrait progresser entre « *7 % et 8 %* ». Cette année, avec un ramadan qui se termine le 14 juin, les Plaza Athénée, Peninsula et consorts, devraient notamment bénéficier à plein, en juillet et en août, de la venue de leurs clients du Moyen-Orient.

A l'instar des hôteliers, les tour-opérateurs ont, eux aussi, retrouvé des couleurs. « *Nous étions très contents jusqu'en avril* », admet René-Marc Chikli, président du Syndicat des entreprises du tour-operating (SETO). Pendant ces quatre mois, les tour-opérateurs ont enregistré des « *augmentations de 8 % sur les destinations long-courriers et moyen-courriers* ». « *Une progression exceptionnelle* », s'enthousiasme le patron du SETO.

« **Un mois de mai exécrable** »

Une bonne fortune, toutefois mise à mal « *par un mois de mai exécrable* », pour cause de grèves à la SNCF et à Air France, se désole M. Chikli. A l'en croire, faute d'être certains d'avoir un train ou de pouvoir prendre leur avion, « *les gens se sont réfugiés dans l'attentisme* ». Résultat : des baisses de réservations entre 10 % et 15 % par rapport à mai 2017.

Mais le proche avenir s'annonce bien. « *Nous sommes contents pour cet été* », déclare le président du SETO. Mieux, certaines destinations sinistrées en raison des attentats ont retrouvé les faveurs des vacanciers. La Tunisie, encore délaissée il y a peu, bénéficie d'un véritable essor. « *Les réservations [y] ont augmenté de 200 %*, indique M. Chikli. *C'est la deuxième année de redémarrage. La confiance est revenue.* »

La preuve, les réservations des touristes français sont en hausse de 8 % en moyenne pour tous les pays du pourtour méditerranéen, se félicite le président du SETO. Même la Turquie tire son épingle du jeu,

« ce qui étonne tout le monde », précise M. Chikli. Ce retour en grâce donne des idées aux opérateurs. Pierre et Vacances envisage désormais de mettre prochainement le pied au Maghreb.

La bonne santé retrouvée du secteur du tourisme pourrait permettre d'atteindre l'objectif d'attirer 100 millions de visiteurs en France en 2020. Toutefois, la situation reste fragile et conditionnée à l'absence d'un nouvel attentat, qui pourrait compromettre cette vigoureuse reprise. « On croise les doigts », explique Martine Balouka.

Par [Guy Dutheil](#)

LE PARISIEN – 04/06/2018

8 Carrefour : 1850 postes supprimés d'ici septembre

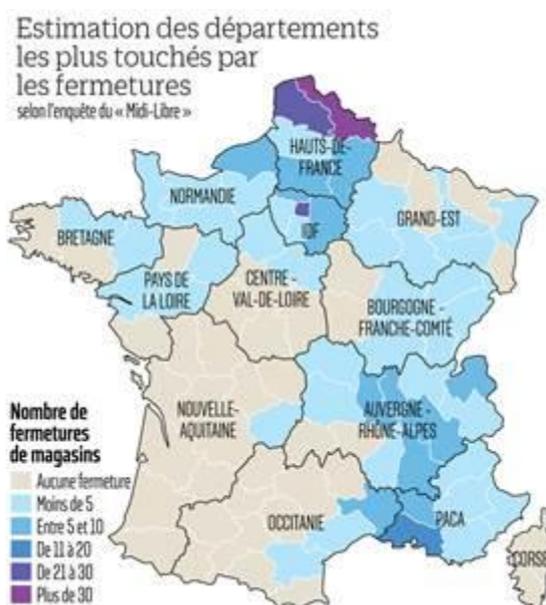


Depuis le mois de mars, 89 demandes de reclassement ont été validées sur 316.

Si la direction du groupe espère reclasser les salariés touchés par les fermetures des magasins ex-Dia, une grande partie devrait, selon les syndicats, préférer quitter Carrefour.

Le clap de fin devrait être officialisé ce lundi. Un comité central d'entreprise (CCE) de Carrefour Proximité doit en effet valider le projet, annoncé fin janvier, [de céder ou fermer 273 des 352 magasins ex-Dia du groupe](#). « Ces magasins perdaient 180 M€ par an, ils n'étaient plus attractifs et n'ont donc pas suscité l'intérêt de repreneurs », explique-t-on à Carrefour.

De fait, sur les 273 magasins ex-Dia mis en vente, qui emploient chacun entre sept et dix salariés, 249 n'ont pas trouvé de repreneurs et devraient baisser le rideau en septembre. Et, seuls cinq ou six magasins supplémentaires pourraient être repris in extremis.



1850 postes supprimés d'ici la rentrée

Le « [plan de transformation](#) » annoncé par le PDG Alexandre Bompard va donc entraîner la suppression de 1850 postes d'ici la rentrée. Mais la direction assure que « l'objectif est de ramener tout le monde à l'emploi, au sein du groupe Carrefour ou en externe ».

Entre juillet et août, tous les salariés concernés devraient recevoir trois offres de reclassement : deux en interne et une en externe, dans une franchise ou une location-gérance. Déjà, 89 demandes de reclassement ont été validées depuis le mois de mars... sur 316.

« Certains ne voient plus leur avenir à Carrefour »

« Ce n'est pas suffisant », juge Cyril Boulay, de FO, le syndicat majoritaire de Carrefour Proximité qui a avalisé l'accord sur le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Selon lui, malgré les plus de 1400 propositions de postes actuellement ouverts dans les diverses entités du groupe (hypermarchés, supermarchés, logistique...), de nombreux salariés devraient préférer partir avec un chèque et quitter Carrefour.

La faute aux restructurations successives qu'ils ont subies au gré des changements d'enseignes (Ed, puis Dia, puis Carrefour) et aux mutations que traverse le secteur.

Mais pas seulement ! « De nombreux salariés ne voient plus leur avenir à Carrefour, déplore Philippe Allard, de la CGT, qui appelle ce lundi à la grève dans de nombreux magasins. C'est aussi lié au fait que la direction leur envoie des propositions inacceptables. »

Les agents de maîtrise – environ la moitié des effectifs menacés – reçoivent des offres de reclassement « à 25 % en dessous de leur salaire actuel compris entre 1400 à 1600 € net », affirme Philippe Allard. « Quant aux employés, l'autre moitié des salariés concernés, on leur propose des postes très éloignés de leur ancien travail ou à temps partiel. Ce n'est pas comme ça que l'on pousse les gens à rester dans l'entreprise. »

Aurélie Lebelle

LES ECHOS – 04/06/2018

9 Boom de l'emploi dans la filière bio



Le marché français des produits biologiques a bondi de 17 % l'an dernier, pour atteindre 8,3 milliards d'euros.

Les créations de postes dans le bio ont bondi de 14 % l'an dernier. La part des importations de produits bio a encore grimpé.

Les créations de postes s'accroissent dans le bio. Selon les dernières estimations de l'Agence Bio, la filière représente désormais 134.500 emplois directs en équivalent temps plein dans l'Hexagone. Soit une hausse de 14 % par rapport à l'an dernier. « On est en train de changer de dimension, en particulier

sur la question de l'emploi », a souligné vendredi Florent Guhl, le président de l'Agence Bio, lors d'une conférence de presse. Sur les cinq dernières années, la progression a été en moyenne de 9,5 % par an.

La partie agricole représente l'essentiel des emplois recensés avec 88.400 postes, devant la distribution (28.900), la transformation (15.000 postes) et les services de type conseil ou formation (2.200 emplois).

Des exploitations plus intensives en main-d'oeuvre

A quoi tient ce succès ? L'engouement des Français pour les produits bio et sa diffusion croissante dans les grandes surfaces expliquent bien sûr ce développement à marche forcée. Plus intensives en main-d'oeuvre, souvent dédiées aux fruits, aux légumes et à la vigne, les fermes biologiques ont plus de salariés que leurs équivalents en conventionnel. 12,5 % des emplois agricoles français se situent aujourd'hui dans le bio alors que les exploitations ne représentent que 6,6 % de la surface agricole utile de l'Hexagone. Mais les industriels grossissent aussi, à l'image de Lea Nature, le numéro deux du secteur derrière Bjorg, qui vise un [chiffre d'affaires](#) de 340 millions d'euros cette année.

Un marché de 8,3 milliards

En revanche, le développement des exploitations bio françaises ne permet pas de répondre à l'envolée d'un marché, [qui a bondi de 17 % l'an dernier](#), pour atteindre 8,3 milliards d'euros. Les importations de produits bio ont encore progressé de deux points l'an dernier pour représenter 31 % des volumes consommés en France. Le gouvernement espère contrer le phénomène avec son plan Ambition bio visant à faire passer le bio de 6,6 % à 15 % des surfaces agricoles utiles en 2022. Si certaines régions comme le Gers et la Drôme sont très en avance, la Bretagne, tournée vers l'agriculture intensive, est à la traîne ainsi que la filière céréales. Un domaine où la France, premier producteur européen, doit importer des céréales bio.

[L'année 2017 a également été marquée par le boom des ventes en GMS](#), avec des hausses de 27 % pour l'épicerie et de 22 % pour les fruits et légumes frais. Aujourd'hui, ce circuit assure 46 % de la distribution des produits bio contre 36 % pour la distribution spécialisée. Une évolution qui inquiète les pionniers du bio, qui voient du coup arriver des niveaux de promotions similaires à ceux du secteur conventionnel.

Emmanuel Grasland

LE PARISIEN – 04/06/2018

10 Audiovisuel public : attention, réforme à hauts risques



La ministre de la Culture, Françoise Nyssen (ici devant l'Élysée, le 30 mai 2018 à Paris), s'est rendue à Matignon pour une ultime réunion de calage dimanche soir.

La ministre de la Culture présente ce lundi les grandes lignes du chamboule-tout voulu par l'Élysée pour la fin de l'année.

Ce n'est pas la SNCF, mais tout de même... En levant le voile ce lundi matin sur les grandes lignes de [la réforme de l'audiovisuel public](#), la ministre de la Culture, Françoise Nyssen, sait qu'elle joue gros. Très gros. Le sujet semble de prime abord moins stratégique que la réforme ferroviaire mais il est ultrasensible et - surtout - suivi de très près par l'Élysée. Alors pas question de faire un faux pas.

Dimanche soir encore, [Françoise Nyssen](#) s'est rendue à Matignon pour une ultime réunion de calage avec le Premier ministre. Édouard Philippe avait envisagé d'annoncer lui-même la petite révolution à venir dans le paysage audiovisuel français, avant de laisser sa ministre à la manœuvre. « C'est plus naturel que ce soit rue de Valois », balaie un conseiller ministériel. Mais pour un député de la majorité, « c'est plutôt malin : si cela ne se passe pas bien, le Premier ministre pourra reprendre la main ».

Budget 2017 des médias publics



Le sujet qui fâche, à savoir le montant des économies à réaliser par les groupes d'audiovisuel public (selon les estimations, des entre 250 et 500 millions d'euros de coupes) ne sera pas abordé ce lundi, mais dans les « prochains jours ou les prochaines semaines », à en croire un conseiller gouvernemental. « Si on donnait ce chiffre, ça cannibaliserait le reste des annonces », souligne un membre de la majorité.

Quant à la gouvernance commune de l'audiovisuel public, elle ne sera pas non plus au menu, même si le ministère de la Culture admet ne pas y avoir renoncé : « Rien n'est encore tranché. La question de la gouvernance se posera dans un second temps ». Idem pour la redevance universelle (payée cette fois par tous les contribuables, qu'ils aient ou non un téléviseur), une piste sérieusement étudiée par les services de Bercy.

Développer des offres sur le numérique

Exit donc les sujets trop polémiques. Ce lundi matin, la ministre va plutôt se concentrer sur les grandes orientations du projet. Avec toutefois quelques annonces très précises, comme la suppression d'un

canal hertzien [pour France Télévisions](#). Pour le reste, les médias publics sont priés de développer une nouvelle offre, sur le numérique notamment. Un site dédié à la culture et nourrit par toutes les entités du service public verra ainsi le jour le 20 juin. Plus de proximité et de synergies sont également réclamées par l'exécutif. Dès le mois de septembre, le réseau de radios France Bleue et France 3 vont lancer des matinales communes.

Le gouvernement a donc décidé d'avancer à pas de velours. Un sacré changement de pied. En décembre dernier, Emmanuel Macron n'avait-il pas lancé à sa façon le chantier [en qualifiant l'audiovisuel public de « honte »](#) devant les députés de la commission des Affaires culturelles ? Une sortie tonitruante qui avait même tétanisé la ministre de la Culture qui n'avait pas été prévenue par le président... « C'est beaucoup d'argent public. C'est normal d'exiger d'avoir des résultats », justifie un ministre.

Reste que la phrase hante encore les esprits... et pèsera lourd dans le climat de la réforme : « C'est intolérable d'avoir dit ça ! Se récrie un historique de France Télévisions. Ce que je redoute, c'est que leur brutalité nous pousse à nous souder contre eux, alors que dans la maison, les positions des uns et des autres sont plus nuancées. »

Ce que le gouvernement veut faire de France Télévisions // <http://www.leparisien.fr/culture-loisirs/tv/ce-que-le-gouvernement-veut-faire-de-france-televisions-04-06-2018-7751670.php>

Valérie Hacot avec Myriam Encaoua et Pauline Théveniaud

::: SOCIAL

L'OPINION – 04/06/2018

11 Comment la CFDT espère revenir dans le jeu



Après la méfiance et la distance, les relations entre l'exécutif et le syndicat réformiste dirigé par Laurent Berger se dégèlent... Une amélioration toutefois timide et surtout de circonstance

Le 49^e congrès de la CFDT s'ouvre lundi à Rennes. Jusqu'à vendredi, les adhérents du premier syndicat français du secteur privé vont débattre de leur stratégie, voter leur rapport d'activité, définir leur feuille de route pour quatre ans... Laurent Berger, secrétaire général depuis 2012, est le seul en lice pour conduire le syndicat. Les militants lui accorderont-ils le même quitus que lors du précédent congrès, où il avait recueilli 85,88 % de voix ?

L'entretien ne figurait pas dans les agendas officiels. La semaine dernière, [Laurent Berger](#) a été reçu par Emmanuel Macron. Les deux hommes ne s'étaient pas vus depuis plusieurs mois. Ils se sont parlé franchement. Selon le numéro 1 du syndicat, les relations sont correctes, mais sans plus.

« Je n'ai pas de double discours, je lui ai dit ce que je pensais de sa politique sociale », raconte-t-il, devant l'Association des journalistes de l'information sociale, jeudi dernier. « Je lui ai aussi dit que vouloir toujours jouer bloc contre bloc plutôt que d'écouter et de concerter, ça ne dure jamais longtemps ; que sa politique penche toujours du même côté, c'est-à-dire la libération des énergies, la facilitation de la performance économique, mais jamais du côté de la solidarité, de la justice sociale, de l'attention aux plus fragiles, que [la petite musique selon laquelle il y a trop d'aides sociales](#) est une mauvaise façon de poser le problème... ».

Sur l'allocation spécifique de solidarité (ASS) ou encore la prime d'activité que le gouvernement pourrait réformer, Laurent Berger dit être particulièrement vigilant. De là à obtenir des garanties ? « Vous savez bien qu'on n'en obtient pas dans ce type d'échanges ». Il n'empêche, le syndicat espère peser par son avertissement. Tout comme sur [les migrants](#) ou la pauvreté, que Laurent Berger dit avoir mis en avant lors de l'entretien : « Electoralement pourtant, ça ne rapporte rien à la CFDT de se mobiliser sur ces sujets. Mais il y a des choses qu'on ne peut pas supporter ».

Petites attentions. Des critiques qui ont surtout l'effet d'agacer Emmanuel Macron qui n'a pas du tout apprécié, cet hiver, que le leader syndical critique la politique migratoire du président dans le numéro de *L'Obs* où Emmanuel Macron était représenté, en couverture, derrière des barbelés. D'ailleurs, à ceux pensent que le réchauffement entre les deux hommes est finalisé, que la CFDT va redevenir le syndicat préféré du pouvoir comme ce fut le cas sous François Hollande, un conseiller ministériel coupe court : « Non, Emmanuel Macron ne privilégie pas un syndicat plutôt qu'un autre. Mais il s'est dit qu'il avait intérêt à calmer le jeu avec la CFDT ».

L'entourage du Président l'a poussé à faire un signe, ne serait-ce que parce que les centrales réformistes peuvent faciliter la sortie de la [grève à la SNCF](#). De fait, les sénateurs ont repris des amendements CFDT dans le projet de loi réformant le système ferroviaire. Laurent Berger a été reçu le 29 mai par le groupe parlementaire de La République en marche à l'Assemblée. Des attentions nouvelles.

Laurent Berger n'est pas dupe, il reste ses gardes. « Je ne suis pas naïf, je ne suis pas "draguable", mais je préfère toujours dialoguer », explique-t-il. Car il pense en retirer toujours une victoire, même minime. Ainsi, s'il reconnaît que le bilan de son dernier mandat est mitigé, il souligne combien la CFDT a infléchi des politiques : « La garantie jeune, c'est nous qui l'avons portée ; la pénibilité a certes été modifiée mais elle existe pour de nombreux travailleurs ».

Pour l'exécutif, il s'agit aussi d'éviter de braquer pour de bon le syndicat alors que démarre la concertation sur les retraites. « Même si jusqu'à présent, on a tout déroulé sans trop de difficultés ([ordonnances sur le Code du travail](#), assurance-chômage, formation professionnelle, SNCF), avec les retraites, il faut être prudent », plaide un conseiller ministériel. Pour l'heure, la CFDT est plutôt élogieuse sur le travail du haut-commissaire Jean-Paul Delevoye : « Il n'y a pas de vision dogmatique », estime Laurent Berger.

Espace vacant. En 2003, la centrale avait soutenu la réforme Raffarin-Fillon, ce qui l'avait fracturée. Les retraites seront d'ailleurs un des thèmes discutés à Rennes. Et le 12 juin, le syndicat lancera une vaste enquête « Parlons retraite », comme il l'a fait pour « Parlons travail ». Au programme également de ce congrès, l'accompagnement des militants, pour susciter des adhésions. Si la CFDT est devenue le premier syndicat dans le privé en 2017, doubler la CGT dans le public sera difficile. Mais le syndicat met le paquet pour gagner en représentativité, car c'est son meilleur atout pour peser face à l'exécutif. Surtout dans une période où la CGT s'effondre et où FO [se durcit avec Pascal Pavageau](#) : le risque d'isolement est là. « Mais si Laurent est malin, il prendra l'espace que laisse FO et il aura un boulevard », analyse un vieux routier du social.

Toute l'habileté est donc de jongler entre confrontation et négociation. Une stratégie qui, en interne, a suscité quelques remous, que Laurent Berger a jusqu'ici réussi à canaliser. Les débats seront néanmoins animés à Rennes, notamment sur la séquence des ordonnances : le bras de fer a été réel avec l'exécutif mais certains adhérents ont jugé leur syndicat insuffisamment combatif. D'ailleurs, Laurent Berger ne décolère pas contre les ordonnances Pénicaud. D'où cette tribune dimanche dans le

Huffington Post : « Depuis leur publication, le bilan du dialogue social est très inquiétant ». Même amertume face à la réforme de l'assurance-chômage. Au point que syndicaliste n'exclut pas de quitter l'Unedic, gestionnaire du régime : « Si c'est pour être les exécuteurs de la puissance publique, on ne restera pas ».

Et le leader toutefois de conclure : « Il n'y a pas de raidissement de la CFDT ». Si la saison de la négociation est en passe d'être ouverte, elle reste cependant très fraîche.

Les figures de la nouvelle CFDT qui vont compter autour de Laurent Berger //

<https://www.lopinion.fr/edition/economie/figures-nouvelle-cfdt-qui-vont-compter-autour-laurent-berger-152212>

[Fanny Guinochet](#)

::: POLITIQUE

LE PARISIEN – 04/06/2018

12 Pierre Laurent veut ressusciter le PCF



Pierre Laurent est candidat à sa succession à la tête du Parti communiste français (PCF).

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, annonce que Ian Brossat, maire adjoint de Paris, mènera la liste communiste aux européennes. Et promet de «marquer Macron à la culotte».

Non, le Parti communiste français (PCF) n'est pas KO debout. S'il a été relégué au fond de la classe politique ces dernières années, il faudra à nouveau compter sur lui, veut croire Pierre Laurent, son secrétaire national, candidat à sa succession à la tête du parti.

Mais avec de nouveaux visages pour l'incarner, comme celui de [Ian Brossat, maire adjoint de Paris \(au Logement\)](#), et future tête de liste du Parti communiste aux Européennes.

Le Parti communiste est quasi absent du débat public... Comment l'expliquez-vous ?

PIERRE LAURENT. Nous sommes de toutes les mobilisations sociales ! Nous jouons un rôle sur le terrain, dans la proximité. Mais nous voulons revenir dans le jeu du débat national dont nous avons été effacés par l'élection présidentielle (*NDLR : il n'a pas investi de candidat, mais a soutenu Mélenchon*). Nous croyons à la modernité de l'idée communiste. Notre rôle est d'éveiller les consciences, de donner confiance quant à la possibilité de combattre ce pouvoir.

Qu'est-ce qui a été décidé lors du Conseil national ?

D'abord, un congrès extraordinaire fin novembre à Ivry-sur-Seine (*NDLR : où s'installera le nouveau siège du PS !*) A l'ordre du jour : la relance très forte de l'initiative communiste. La gauche a besoin d'un PCF plus dynamique et profondément renouvelé.

Comment allez-vous coexister avec les Insoumis de Jean-Luc Mélenchon ?

La France insoumise à gauche ne fait pas le compte, seule, pour ouvrir un nouvel espace. Il faut une force unitaire, un communisme du XXI^e siècle.

En interne, certains imputent à la direction cette atonie. Vous souhaitez pourtant vous représenter à la tête du Parti communiste ?

J'ai dit au Conseil national que j'étais disponible pour continuer à animer le collectif communiste au prochain congrès, comme secrétaire national. Mais la tête du parti a besoin d'un profond renouvellement, avec de nouveaux visages. Je serai, si les communistes le décident, l'animateur d'une direction renouvelée et rajeunie.

Quelle stratégie est envisagée par le PCF en vue des élections européennes ?

Nous voulons une liste qui puisse porter, au nom des mobilisations sociales et des Français qui souffrent, toutes leurs attentes au niveau européen. Il faut une liste large. Nous sommes disponibles pour la construire avec toutes les forces sociales, toutes les personnalités de la gauche.

Mais qui pour la porter ?

Nous avons désigné Ian Brossat, jeune maire adjoint de la ville de Paris, comme chef de file des communistes. Il mènera le travail de construction de cette liste avec les députés européens Patrick Le Hyaric et Marie-Pierre Vieu.

Pensez-vous pouvoir nouer des alliances ?

Il y a un grand espace possible pour une liste de combat contre les logiques libérales actuelles et les [dérives populistes que l'on peut voir en Italie](#). Il y a de la place pour une liste de gauche qui porte les exigences du progrès social. Cette liste peut rassembler les autres forces de gauche. Nous n'attendrons pas les réponses des uns et des autres, mais nous sommes disponibles pour engager cette construction.

Avez-vous échangé avec les dirigeants d'autres formations politiques ?

Nous les invitons à une réunion de travail le 2 juillet à Paris pour préparer ensemble la construction d'une telle liste. Avec beaucoup de personnalités de la société civile, de syndicalistes, etc.

Qui ? Le Parti socialiste ? La France insoumise ?

Oui ! Génération-s (*NDLR : le mouvement de Benoît Hamon*) aussi... Toutes ces forces engagées contre la politique d'Emmanuel Macron.

Vous voulez ressusciter le Front de gauche ?

L'expérience de ces dernières semaines montre que les constructions unitaires sont possibles. C'est surtout une manière de se mettre en mouvement ensemble. L'unité est nécessaire pour empêcher Macron de faire un hold-up sur les [élections européennes](#). Il veut confisquer le débat européen en faisant croire que la seule alternative est entre lui et l'extrême droite. C'est faux.

Dans la rue, vous peinez à rassembler contre les réformes du gouvernement...

La colère grandit contre le mépris de Macron. Le match contre lui est loin d'être terminé. Nous allons le marquer à la culotte. Il veut attaquer les salariés sur tous les terrains ? Nous riposterons partout. [Sur les retraites](#) par exemple, nous allons mettre en place un comité de campagne, destiné aux Français, pour décrypter son opération d'enfumage et ses coups de com.

LE FIGARO – 04/06/2018

13 Macron face au casse-tête des européennes



La majorité présidentielle pâtit d'un contexte politique européen qui complique ses ambitions.

Emmanuel Macron est-il en train de tomber dans son propre piège? Le président de la République s'est posé en héraut des pro-européens progressistes, à l'heure où le populisme gagne du terrain. Ministre et Parlement de la zone euro, taxation européenne des Gafa, budget de la zone euro, «force commune d'intervention» pour 2020... Les chantiers sont titanesques mais ne suscitent pas, à l'heure du Brexit, l'engouement espéré. Pis, la réforme de la zone euro que le chef de l'État appelle de ses vœux est accueillie fraîchement par ses partenaires européens, à commencer par la chancelière allemande Angela Merkel. Ce qui fait craindre à certains un Conseil de l'Europe compliqué, les 28 et 29 juin, où le couple franco-allemand doit parvenir à une feuille de route sur la réforme de l'UE. «Malgré ce moment de tensions, l'attente envers Emmanuel Macron et ses propositions reste très forte», veut croire le député LaREM Pieyre-Alexandre Anglade, élu des Français du Benelux.

Pour l'heure, le bilan concret d'Emmanuel Macron sur le plan européen fait pourtant pâle figure. [La révision de la directive sur les travailleurs détachés](#), obtenue en octobre, ne fait pas le poids face aux revers successifs de la France sur [l'interdiction du glyphosate](#) ou la réduction du [budget de la PAC](#). «Il y a des sujets qui avancent mais tout ne va pas instantanément», a euphémisé Christophe Castaner, secrétaire d'État et délégué général de La République en marche, dimanche au micro d'Europe 1. La crise migratoire, le contexte politique européen comme international ne jouent pas en faveur de Macron. «Parce que c'est difficile, il faut nous retrousser les manches», a insisté Castaner.

Face au [protectionnisme de Donald Trump](#), l'Europe apparaît sur la défensive. [La formation d'un gouvernement d'alliance](#) entre les populistes du mouvement Cinq étoiles et l'extrême droite de la Ligue, en Italie, est la dernière mauvaise nouvelle en date pour Macron. «On a conscience que les élections européennes qui arrivent sont très importantes. C'est un peu la dernière station avant le péage», s'alarme un proche du chef de l'État. Christophe Castaner se rendra en éclaireur à Rome, à la mi-juin. Le chef de l'État est de son côté attendu au Vatican le 26 juin, peut-être l'occasion pour lui de rencontrer le nouveau premier ministre italien. «Ce n'est pas encore défini», assure l'Élysée.

Autant de sujets d'inquiétudes qui brouillent la perspective des élections européennes. Plusieurs enquêtes ont pourtant récemment montré que le parti présidentiel était [en tête des intentions de vote](#). Emmanuel Macron sait qu'en [bichonnant les chasseurs](#), électorat traditionnellement eurosceptique, il peut glaner quelques précieuses voix. Les macronistes «vont sans doute gagner les élections, ce qui leur permettra d'afficher une victoire», prédit un ténor de la droite. L'opposition reste, certes, atone. Mais le plus dur reste à faire. «L'élection de 2019 dépasse l'enjeu de l'élection de quelques députés européens, analyse Pieyre-Alexandre Anglade, le «M. Europe» de LaREM. Si on n'arrive pas à transformer en profondeur, ce qui se passe en Italie arrivera dans d'autres pays.»

La recherche de partenaires européens prend aussi du retard. L'«axe central» que la majorité souhaite former est toujours aussi nébuleux. Car en dépit des déclarations d'intention, chacun reste prudemment

en retrait... «Il faut être capable de faire cette liste de rassemblement avec Agir, l'UDI, le MoDem, des constructifs, et être capable de l'ouvrir à gauche et à des personnalités qui viennent de l'écologie», plaide Pieyre-Alexandre Anglade.

La stratégie des macronistes au Parlement européen n'est d'ailleurs pas arbitrée. Une chose est sûre: aucun groupe actuel ne trouve satisfaction aux yeux des marcheurs. Quant à l'épineuse question de la tête de liste, Emmanuel Macron n'a semble-t-il toujours pas trouvé son candidat idéal. Un ministre temporise: «Les Français n'ont pas la tête aux européennes. C'est trop tôt, ça commencera à se décanter à l'automne.»

Européennes : La France insoumise dans les starting-blocks //

<http://premium.lefigaro.fr/politique/2018/06/03/01002-20180603ARTFIG00137-europeennes-la-france-insoumise-dans-les-starting-blocks.php>

Européennes : entre alliance et liste autonome, les gauches en pleine incertitude //

<http://premium.lefigaro.fr/politique/2018/06/03/01002-20180603ARTFIG00148-europeennes-entre-alliance-et-liste-autonome-les-gauches-en-pleine-incertitude.php>

LR planchera sur l'Europe le 30 juin // <http://premium.lefigaro.fr/politique/2018/06/03/01002-20180603ARTFIG00117-lr-planchera-sur-l-europe-le-30-juin.php>

[Mathilde Siraud](#)

::: INTERNATIONAL

L'OPINION – 04/06/2018

14 Espagne: le gouvernement Sanchez aux mains des nationalistes basques et catalans



Pedro Sanchez risque d'être rapidement pris en sandwich entre Iñigo Urkullu, le président du Pays basque, et son homologue catalan Quim Torra

Le Parti nationaliste basque et l'exécutif régional catalan entendent négocier très cher leur appui à Pedro Sanchez, le nouveau président socialiste du gouvernement espagnol, ultra-minoritaire au Parlement

Le nouveau chef du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, travaille à la constitution d'un cabinet minoritaire dans lequel ne figurera aucun ministre appartenant au parti de gauche Podemos, a indiqué une de ses conseillères dimanche. Sa composition devrait être connue en milieu de semaine et il pourrait comporter des personnalités indépendantes.

Pedro Sanchez, le nouveau président socialiste du gouvernement espagnol, risque de ne pas savourer longtemps [son improbable arrivée au pouvoir](#). Les mathématiques sont implacables. Sa tâche s'annonce des plus compliquées s'il veut aller jusqu'au bout de l'actuelle législature, en 2020. Avec seulement 84 députés au Parlement sur un total de 350, il va devoir composer en permanence avec le mouvement de

la gauche radicale Podemos et les formations nationalistes basques et catalanes qui l'ont aidé à faire [prospérer, vendredi, sa motion de censure contre le gouvernement de droite de Mariano Rajoy](#).

La seule chose qui unit à ce jour cet attelage hétéroclite est le refus de retourner devant les électeurs alors que les sondages donnent le parti libéral Ciudadanos largement en tête en cas de scrutin. La formation d'Albert Rivera – qui a fait de l'unité de l'Espagne son fonds de commerce, au point d'être qualifié de « franquiste » par certains en Catalogne – est créditée de 27,5 % à 28,5 % des intentions de vote. Ce qui lui assurerait entre 104 et 108 sièges aux Cortès. Suivraient le Parti socialiste ouvrier (PSOE) avec de 20,3 % à 21,3 % des voix soit 84-85 élus, le Parti Populaire (PP) de Mariano Rajoy (17 % à 20,7 %) dont la représentation diminuerait de près de la moitié (63 à 77 sièges) et Podemos et ses satellites (18,2 à 19,3 %), en légère baisse avec 59 à 66 députés contre 71 aujourd'hui.

Chacun cherche donc à imposer son agenda, avant que ne se concrétise cette éventuelle menace. Coïncidence, samedi, le jour même où Pedro Sanchez était investi à la présidence du gouvernement espagnol en présence du roi Felipe VI, le nouvel exécutif catalan ([sans personnalités en fuite ou incarcérés comme initialement proposé](#)) mené par Quim Torra prêtait serment à Barcelone. Une occasion pour l'intéressé d'alterner provocation et main tendue. [Le candidat choisi par Carles Puigdemont](#), son prédécesseur aujourd'hui en exil, a tout à la fois accroché une pancarte sur le palais de la Généralité de Catalogne réclamant « la liberté pour les prisonniers politiques et les exilés » et appelé Madrid à un nouveau dialogue.

Reprise de contact. « Président Pedro Sanchez, parlons-nous ! Prenons des risques vous et nous et négocions de gouvernement à gouvernement. Cette situation ne peut plus durer », a-t-il ainsi lancé à l'intention du nouvel occupant du palais de la Moncloa. Qui, lui-même, avait ouvert la voie à un dialogue la semaine dernière en expliquant que « l'Espagne est une nation à l'intérieur de laquelle il y a des territoires qui se ressentent comme nation et qui peuvent coexister les uns avec les autres ». La reprise de contact s'annonce néanmoins compliquée pour le leader socialiste qui avait appuyé sans fléchir la politique de Mariano Rajoy vis-à-vis des indépendantistes catalans, que cela soit la suspension de l'autonomie (aujourd'hui levée) ou l'incarcération des responsables de la « rébellion ». Il pourrait toutefois consentir à un transfert de ces derniers en Catalogne.

Les contacts semblent plus avancés avec le Parti nationaliste basque (PNV), à qui Pedro Sanchez doit le succès de sa motion de censure. Après avoir fort bien négocié son appui au gouvernement Rajoy depuis octobre 2016, contre espèces sonnantes et trébuchantes en faveur de la région qu'ils dirigent, Iñigo Urkullu et ses amis paraissent avoir monnayé au prix fort leur changement d'alliance. Outre l'adoption en l'état du projet de budget 2019 qui comprend une enveloppe de 540 millions d'euros particulièrement destinée au Pays basque (majoritaire au Sénat, le PP devrait en couper une partie en rétorsion), ils ont déjà dressé une liste de revendications pour le nouveau pouvoir.

« Il sait quelles sont les attentes que le PNV va mettre sur la table, a rappelé, ce week-end, Andoni Ortuzar, le président du parti. La première, c'est l'application de ce qui reste dans l'accord de Guernica », à savoir de nouveaux transferts de compétences pour la région en matière de sécurité sociale, de gestion des aéroports ou des prisons. Ce qui ouvrirait la porte à une politique de rapprochement des [terroristes d'ETA, organisation autodissoute](#), incarcérés entre l'Espagne et la France. Avec, cerise sur le gâteau, la reconnaissance de l'identité nationale basque et l'adoption d'un nouveau statut pour la région... Autant dire, pour [les tenants de l'unité de l'Espagne](#), l'ouverture d'un second front après la Catalogne.

[Gilles Sengès](#)

LES ECHOS – 04/06/2018

15 Les premiers pas du gouvernement Conte



Le nouveau président du conseil italien, Giuseppe Conte, annonce son gouvernement au palais du Quirinale à Rome, le 31 Mai.

Le président du conseil complètera cette semaine son équipe et prononcera devant le parlement son discours de politique générale. Sceptiques, les milieux d'affaires attendent les premières mesures.

[Giuseppe Conte](#) prononcera ce mardi son discours de [politique générale](#) avant d'obtenir le vote de confiance du parlement. Les points cardinaux sont connus : suppression de la réforme sur le système des retraites, ramener les barèmes des impôts à deux taux de 15 et 20 %, introduire un revenu citoyen de 780 euros par mois pour certaines catégories de la population, et embaucher 10.000 fonctionnaires dans les forces de l'ordre. Appliquer un programme estimé entre 110 et 150 milliards d'euros avec seulement 500 millions d'euros de couvertures financières et une dette de 132% du PIB revient à vouloir trouver la quadrature du cercle. « *Ayez confiance, nous vous surprendrons* » rassure-t-il.

Un ministre de l'économie « eurocritique »

Bruxelles craint surtout les mauvaises surprises, avec l'inévitable explosion des déficits et les attaques contre la monnaie unique lancées par Paolo Savona, le ministre aux politiques communautaires. « *Personne en Italie ne veut sortir de l'euro* », a immédiatement déclaré le ministre de l'économie [Giovanni Tria](#), eurocritique, mais pas eurosceptique. Il pourra le répéter à ses collègues à la fin du mois à l'eurogroupe et à l'ecofin où il discutera des marges de manoeuvre sur les déficits que Rome peut espérer dans l'élaboration de son prochain budget.

Remettre en cause le règlement de Dublin

Des dossiers industriels urgents se retrouvent sur la table du nouveau ministre du développement économique et du travail Luigi di Maio, à commencer par l'aciérie ILVA et la compagnie Alitalia. La première attend une réponse sur son éventuelle fermeture et la seconde sur son potentiel repreneur. Le leader du M5S veut par ailleurs faire payer les entreprises qui délocalisent et une mesure pourrait être insérée dans le premier décret adopté par le gouvernement. Y figurera aussi la réduction drastique des 5 milliards d'euros destinés à l'accueil des migrants. L'annonce a été faite par le ministre de l'intérieur [Matteo Salvini](#), qui entend au plus vite remettre en cause le règlement de Dublin sur le droit d'asile.

Inquiétudes

Mais les premières mesures concerneront les nominations des sous-secrétaires d'Etat et surtout des dirigeants de la Cassa Depositi e Prestiti, acteur central de la politique industrielle du gouvernement. Cela donnera des précisions sur l'équilibre entre les deux forces anti-systèmes. « *La Ligue aboie au niveau national mais au niveau local fait preuve de compétence*, constate l'économiste Giovanni Fiori de l'Université Bocconi de Milan. *Le M5S est en revanche une catastrophe comme il l'a prouvé dans les villes qu'il administre. Si la composante de la Ligue arrive à prendre le dessus, les dégâts devraient être limités d'autant plus que le ministre de l'Economie a des positions moins extrémistes en matière fiscale.* » Il n'en demeure pas moins que le programme présenté inquiète [les milieux d'affaires italiens et les marchés](#). Ils ont néanmoins décidé de mettre le nouveau gouvernement à l'épreuve des faits. La

bourse de Milan a récupéré une partie du terrain perdu ces derniers jours et le l'écart des taux avec l'Allemagne a baissé. Retour au calme avant une nouvelle tempête ?

Olivier Tosseri

LE MONDE – 02/06/2018

16 Donald Trump vante le « début » d'un « processus » avec la Corée du Nord



Le président des Etats-Unis avait annoncé, fin mai, l'annulation du sommet avec son homologue nord-coréen. La rencontre se déroulera bien le 12 juin à Singapour.

La semaine d'intenses contacts qui a suivi [la brusque annulation par Donald Trump, le 24 mai](#), d'un sommet historique avec Kim Jong-un fixé le 12 juin à Singapour, a porté ses fruits. Non seulement la rencontre entre le président des Etats-Unis et le dirigeant de la Corée du Nord se tiendra bien comme prévu, mais son objectif a commencé pour la première fois à se préciser.

Donald Trump l'a assuré après s'être longuement entretenu à la Maison Blanche, dans le bureau Ovale, [avec un émissaire de haut rang nord-coréen, le général Kim Yong-chol, considéré comme le bras droit de Kim Jong-un](#) : le rendez-vous de Singapour sera un « début », pour permettre de lancer un « processus ». Il s'agit du nouveau maître-mot du dossier complexe de la dénucléarisation de la Corée du Nord exigée par les Etats-Unis.

Le haut dignitaire nord-coréen devait officiellement remettre au président une lettre de Kim Jong-un. Fidèle à lui-même, Donald Trump a initialement vanté le contenu de la missive, qualifiée de « très intéressante », avant d'avouer qu'il ne l'avait pas ouverte, son visiteur lui ayant suggéré, selon ses dires, de la lire « plus tard ». Le président des Etats-Unis s'est félicité que sa rencontre avec « le deuxième personnage le plus puissant de Corée du Nord » se soit prolongée pendant « deux heures ».

« Patience stratégique »

Ce changement de ton notable tranche avec les formules employées à Washington juste avant l'annulation, notamment par le vice-président Mike Pence. Ce dernier avait évoqué à mots à peine voilés la perspective d'un changement de régime si Pyongyang s'obstinait à conserver ses armes nucléaires. Donald Trump lui-même avait dénoncé « l'hostilité affichée » de la Corée du Nord lorsqu'il avait fait part de son intention de ne pas honorer le rendez-vous de Singapour.

Ce ton donnait à cette dénucléarisation « complète, vérifiable et irréversible », sans la moindre réciprocité immédiate, des allures de reddition – a fortiori lorsqu'elle était formulée par le conseiller à la sécurité intérieure de Donald Trump, John Bolton, un « faucon » stigmatisé de longue date par Pyongyang.

L'échelle de temps est désormais modifiée. « On va commencer un processus », a donc affirmé le président des Etats-Unis après la rencontre de vendredi. « On ne va pas signer quelque chose le 12 juin (...), je n'ai jamais dit que ce serait réglé en une réunion », a-t-il assuré. Cette amorce de retour à une

forme de « patience stratégique » observée par l'administration précédente, et répudiée par Donald Trump à son arrivée à la Maison Blanche, s'appuie sur l'optimisme.

Marques ostensibles de respect

Le président des Etats-Unis s'est dit en effet convaincu que ce « processus » sera « *couronné de succès* ». « *Je pense qu'ils veulent le faire. Je sais qu'ils veulent le faire* », a-t-il assuré en parlant des dirigeants de la Corée du Nord. « *Ils veulent d'autres choses similaires. Ils veulent se développer en tant que pays. Cela va se faire, je n'ai aucun doute* », a-t-il insisté.

Cet optimisme avait été nourri par des échanges jugés constructifs la veille, à New York, entre l'émissaire nord-coréen et le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, qui s'était déjà entretenu avec lui lors de ses deux rencontres avec Kim Jong-un, à Pyongyang. Et Donald Trump n'a pas hésité à mettre en scène ce nouveau cours des relations entre les deux pays en prenant la peine de raccompagner son visiteur et la petite délégation reçue avec lui, gratifiés l'un comme l'autre de marques ostensibles de respect.

C'est ce même état d'esprit qui a poussé le président à baisser un peu la garde en répondant aux questions des journalistes après le départ de son visiteur. « *Je ne veux plus utiliser le terme "pression maximale". Je ne veux plus utiliser ce terme* », a-t-il dit en référence à la stratégie américaine qui s'était concrétisée par l'adoption de sanctions internationales sans précédent contre Pyongyang en 2017. Washington n'entend évidemment pas renoncer à ce levier, mais un pas a été fait sur le chemin d'une approche plus graduelle prônée par Kim Jong-un.

Placé sur liste noire

Le dirigeant nord-coréen ne peut que se féliciter du déplacement de son bras droit, qui a servi sous les ordres de son père avant de s'affirmer, à 72 ans, comme une des personnalités les plus influentes du régime, à la fois vice-président du comité central du Parti du travail, membre du bureau politique et de la commission militaire centrale, les principaux rouages du pouvoir.

Pour ce dernier, la visite à Washington avait sans doute un goût de revanche. Tenu responsable en 2010 du naufrage de la frégate sud-coréenne *Cheonan* coulée, selon Séoul, par une torpille nord-coréenne, Kim Yong-chol avait été placé cinq mois plus tard sur la liste noire du Trésor américain pour son implication dans le développement du programme nucléaire militaire de la Corée du Nord.

Le général est devenu vendredi la deuxième haute personnalité du régime reçue à la Maison Blanche après un chef d'état-major, le vice-maréchal Jo Myong-rok, invité par Bill Clinton en octobre 2000. Il s'agissait déjà à l'époque de préparer une rencontre entre un président des Etats-Unis et un dirigeant nord-coréen, mais le projet avait tourné court avant le départ du démocrate.

Cette fois-ci, plus rien ne semble s'opposer à un sommet historique. Une évolution remarquable lancée par Kim Jong-un et à laquelle Donald Trump avait donné suite le 8 mars, quelques semaines seulement après avoir fait ovationner par le Congrès, lors de son discours sur l'état de l'Union, un dissident nord-coréen ayant fait défection et présenté comme « *le témoin de la nature sinistre* » du régime de Pyongyang.

Par [Gilles Paris](#)

Vous souhaitant une bonne journée.

Bien à vous,

Elena NATALITCH

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

elena.natalitch@medef-idf.fr

www.medef-idf.fr

<https://www.facebook.com/medef.idf>



Mouvement des Entreprises de France
MEDEF Ile-de-France

